

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 30 Janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES Petrochemicals France – atelier PS**

Etablissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_PS\_2024-01-30\_RAPVI\_FLK\_25992  
Code AIOT : 0006201063

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 de l'atelier polystyrène (PS) dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 29/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance et test des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe 1 point 3 (partiel)	Sans objet
2	Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 2 (partiel)	Sans objet
3	Suivi des défaillances et gestion des shunts	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 5 de l'article 7 (partiel)	Sans objet
4	Perte d'utilité électrique	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 2 de l'article 7	Sans objet
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 (partiel)	Sans objet
6	Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point I.2.c.iii de l'annexe III (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel) et annexe V.i. (partiel)	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, point I de l'article 25 (partiel)	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, point II de l'article 25 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le report du grand arrêt de l'atelier polystyrène prévu initialement en 2023 n'a pas permis de tester les mesures de maîtrises des risques (MMR) qui auraient dû l'être. Leur test est donc reporté, en 2024, à la même date que le grand arrêt. Ceci amène l'exploitant à dépasser les délais initialement prévus pour le test de ses MMR (cf. point de contrôle n°1).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance et test des mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7 (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.  A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. [...] »
<b>Constats :</b> Les tests des sécurités pression haute PSH1332 et PSH2332 qui étaient prévus en 2023 à l'occasion du grand arrêt de l'atelier polystyrène n'ont pas pu être réalisés car l'arrêt des installations a été repoussé à 2024.  La périodicité de contrôle de 6 ans établie par l'exploitant n'a donc pu être respectée car le contrôle précédent date de 2017 (test initial). Par un mail en date du 22 janvier 2023, l'exploitant a indiqué que leur procédure TPF.QHSEI.PGE15 qui encadre la vérification du bon fonctionnement des organes de sécurité permet une tolérance de 20 % dans les délais de réalisation. Ceci permet le report de ces contrôles à novembre 2024 au plus tard.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...]L'évaluation de la probabilité [...] peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.[...] »
<b>Constats :</b> L'étude de dangers, de février 2018, de l'atelier polystyrène indique que l'exploitant a accordé un niveau de confiance de 3 aux mesures de maîtrise des risques composées de disque de rupture en série (PSE1321 et PSE1331). Par un mail du 22 janvier 2024, l'exploitant a transmis son argumentaire justifiant du niveau de confiance 3 des mesures de maîtrise des risques précitées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des défaillances et gestion des shunts

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 5 de l'article 7 (partiel)

**Thème :** Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)

**Prescription contrôlée :**

« [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.[...] »

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le tableau de suivi des shunts. Il est indiqué sur ce tableau que 3 shunts ont été posés sur les systèmes de sécurité incendie qui sont MMR de niveau de confiance 1. Parmi ces 3 shunts, 2 sont présents depuis plus d'un mois. L'exploitant a indiqué sur son tableau avoir mis en place des mesures compensatoires afin de palier la baisse du niveau de sécurité.

Il a par exemple mis en place une procédure de déclenchement manuel du système de sprinklage par un opérateur sur site. Cependant, lors du passage en salle de contrôle, aucun document permettant à l'opérateur d'identifier la vanne n'est affiché avec le tableau des shunts. D'autre part, la vanne en question se trouve dans les zones d'effets thermiques dépassant le seuil des premiers effets létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) des phénomènes dangereux présentés dans l'étude de dangers de l'atelier polystyrène en date de février 2018, notamment aux pages 98, 100, 103, 104, 107, 109, 113, 117, 118, 119, 123, 127, 128, 129, 133, 138, 141, 149 du chapitre 7 intitulé analyse détaillée des risques.

Par un mail en date du 22 janvier 2024, l'exploitant a indiqué qu'un prestataire est intervenu semaine 2 pour remettre en service les installations concernées.

**Observations :**

L'exploitant a également fourni, par mail du 22 janvier 2024, une analyse des risques prenant en compte les effets thermiques.

Elle indique comme mesure compensatoire : « Si possible (exposition aux effets thermiques, ouverture de la vanne manuelle en amont de la vanne Tyco par Opérateur) » pour les deux dispositifs de sprinklage concernés.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Perte d'utilité électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point 2 de l'article 7
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Perte d'utilités
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'analyse des risques, au sens de l'article L.181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.  Cette démarche d'analyse des risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.  Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants. »
<b>Constats :</b> L'alimentation en électricité des installations concourt à la maîtrise des risques. L'exploitant a indiqué la présence de plusieurs sources de courant sur site. Il dispose également de groupes électrogènes testés chaque semaine afin d'assurer la mise à l'arrêt en sécurité de l'installation en cas de perte d'utilités électriques. L'inspection n'a pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi de l'état des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.[...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni un état des stocks journalier pour les matières dangereuses et hebdomadaire pour les matières non dangereuses.  Il dispose également d'un plan indiquant la position des matières dangereuses et non dangereuses. L'inspection n'a pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Produits de décomposition

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, point I.2.c.iii de l'annexe III (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale.[...] »
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence de hiérarchisation des produits de composition en fonction de leur quantité et de leur toxicité dans le réexamen de l'étude de dangers de l'atelier PS de décembre 2019.  Sur demande de l'inspection, l'exploitant a fourni par un mail en date 7 décembre 2023 la hiérarchisation des produits de décomposition. Ce document date de février 2023. L'inspection n'a pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Premiers prélèvements environnementaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel) et annexe 5.i. (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Post-accident
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.[...] »  Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 [...]Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L.515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a annoncé que la procédure des premiers prélèvements environnementaux sera incorporé au POI à sa prochaine réactualisation en 2024. Cependant, il possède déjà un contrat avec une société privée et le SDIS afin d'assurer la réalisation de ces prélèvements en cas de sinistre(Le SDIS intervient pour les dix premières minutes puis l'entreprise mandatée par les industriels de la plate-forme).  Ce contrat a été fourni à l'inspection des installations classées par un mail en date du 7 décembre 2023. L'inspection a vérifié par sondage les informations contenues. Aussi les substances qui ont été jugées prioritaires dans le recensement des produits de décomposition s'y trouvent bien.

Il appartient à l'exploitant de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 sus-visé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, point I de l'article 25 (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]»
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'IBC contenant des liquides non identifiés en bordure de l'installation à côté de l'aire de lavage, disposé sans rétention. L'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier la nature de ces liquides ou leur dangerosité.  Par mail du 7 décembre 2023, l'exploitant a indiqué avoir placé les IBC concernés sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, point II de l'article 25 (partiel)
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...] »
<b>Constats :</b> Par sondage, l'inspection a vérifié que les rétentions des cuves de stockage de matières premières sont vides et en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite